

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2017)
Heft: 2179

Artikel: Un retour aux bases des questions d'émigration et d'immigration, à partir des travaux de l'économiste Paul Collier. Teil 1, Les enjeux de l'exode vers une vie meilleure
Autor: Linder, Wolf
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014385>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

difficultés sont à mettre en regard des risques majeurs que nous font courir le fossile et le fissile, énergies dont nous dépendons encore à 78%.

Une première étape réussie

Le facteur 3 est souvent présenté comme utopique. L'utopie consiste plutôt à nier la réalité des enjeux écologiques et la raréfaction des ressources exploitables. En 1990, un article sur la [politique énergétique](#) a été introduit dans la Constitution fédérale et les cantons ont mis en place de multiples [actions](#). D'importants progrès techniques ont vu le jour. Des maisons autonomes voire positives (qui produisent davantage d'énergie qu'elles n'en consomment), des véhicules à très basse consommation et de nombreux

procédés à faible demande en énergie sont apparus et commencent à se répandre.

Les efforts déjà accomplis ont permis une double stabilisation: les émissions de CO₂ et la consommation d'énergie plafonnent en Suisse depuis 1990, alors que, dans la même période, le PIB s'accroissait de quelque 45% et la population de 25%. L'évolution enregistrée correspond à une augmentation de l'efficacité énergétique d'un bon tiers! Quant à la part des énergies renouvelables, elle a progressé durant ces mêmes années de 50%, soit de 15 à 22% du bilan énergétique.

C'est sur ces acquis qu'il faut maintenant capitaliser, en faisant de l'enjeu énergétique un véritable sujet de

mobilisation des forces économiques, techniques et sociales. La difficulté sera de passer d'une diminution en chiffres relatifs à une réduction en chiffres absolus. A cette fin, il faudra mettre la vitesse supérieure et modifier plus fondamentalement nos façons de faire.

Sortir de l'emprise de l'agro-industrie, de la frénésie aéronautique et des transports en général, du chauffage excessif de nos logements, de notre addiction aux véhicules surmotorisés n'est pas seulement une nécessité pour la planète, mais sera aussi bon pour notre santé. C'est autant le savoir-faire technique qui est interpellé que le comportement humain, ainsi que les représentations et les valeurs qui le guident.

Les enjeux de l'exode vers une vie meilleure

Un retour aux bases des questions d'émigration et d'immigration, à partir des travaux de l'économiste Paul Collier (1 / 2)

Wolf Linder - 30 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32189>

Les réfugiés font les gros titres de la presse. L'immigration suscite des débats chargés d'émotion alors que les pouvoirs politiques se contentent de réagir avec retard, le plus souvent sans apporter de réponses satisfaisantes.

Rares sont les analyses objectives d'un phénomène qui voit des millions de personnes

choisir l'exil dans l'espoir d'une vie meilleure. Rares aussi les études sérieuses de l'impact de la migration sur les pays pauvres, les pays de destination et les migrants eux-mêmes.

Parmi les publications les plus intéressantes, celles de l'économiste Paul Collier, de l'Université d'Oxford, qui étudie depuis de nombreuses

années la situation économique, sociale et politique des pays africains. Ses ouvrages, [The Bottom Billion](#), [Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It](#) (2008) et [Exodus: How Migration is Changing Our World](#) (2013) sont des *bestsellers* pas encore traduits en français. Nous en proposons une présentation

succincte en deux temps: l'exode d'abord et les réfugiés dans un article ultérieur.

Collier nous rappelle que le phénomène migratoire dépasse largement le flux des réfugiés quittant les pays pauvres pour les pays riches. Si l'émigration, légale ou non, dépend largement d'événements tels que les guerres et les catastrophes naturelles, elle trouve sa source dans des facteurs structurels et durables. La pauvreté n'est pas seule en cause. Des institutions et un modèle social défaillants, qui ne laissent guère l'espoir d'un avenir meilleur, poussent à l'exil.

Ces conditions ne vont pas changer à court terme. D'où la persistance de la migration à sens unique, principalement du sud vers le nord. Un autre économiste, [Branko Milanovic](#), a formulé les termes de l'alternative: ou les gens des pays pauvres migrent vers les pays riches ou les pays pauvres deviennent plus riches.

Les conséquences à long terme de la migration globale

Pour Collier, les migrants sortent incontestablement gagnants de l'exil. Certes, ils paient l'intégration à une nouvelle société par le renoncement à une part de leur culture. Mais, malgré les difficultés voire les discriminations qui attendent la première génération, la plupart des migrants, grâce à leurs efforts personnels et aux chances offertes par le marché

du travail et les services publics, parviennent à leur but: mener une vie meilleure, plus ou moins comparable à celle des indigènes.

En revanche, pour les pays d'émigration, le bilan est plutôt négatif. Certes, ils profitent de l'argent versé par les émigrés à leur famille. Cette somme, estimée à 400 milliards de dollars par an, est supérieure aux aides reçues par ces mêmes pays au titre de la coopération et du développement. Mais elle ne représente qu'une faible proportion, de l'ordre de 6 à 10%, des dépenses d'un ménage.

Néanmoins l'exode induit une perte de productivité. En général, ce sont des personnes relativement mieux qualifiées qui quittent leur pays. Le médecin africain peut gagner dix fois plus à Londres, mais il manque à son pays d'origine. La fuite des cerveaux, du moins pour les petits pays, se fait au détriment des conditions de vie des gens qui restent sur place et compromet les chances de développement pour le pays.

Les migrations intra-européennes, favorisées par la libre circulation des personnes provoquent parfois ce même phénomène. Lorsque la Suisse fait appel à des médecins allemands, notre voisin d'Outre-Rhin perd une main-d'œuvre qualifiée dont il a assumé les coûts de formation. Mais plutôt que d'exiger le remboursement de ces coûts, Berlin fait venir des médecins roumains (on estime que

20'000 d'entre eux ont quitté le pays depuis 1990). Par contre la Roumanie, qui connaît les salaires les plus bas de l'Union européenne, ne peut espérer profiter de la libre circulation pour attirer le personnel médical qui lui manque.

Pour les pays d'accueil, la nature de l'impact dépend de l'importance de l'immigration. Jusqu'à un certain point, l'immigration se révèle positive. Les coûts de l'intégration sont compensés par certains avantages sur le marché du travail: alors que des entreprises engagent la main-d'œuvre étrangère peu qualifiée pour des emplois négligés par les indigènes, d'autres trouvent les spécialistes rares sur le marché.

Cependant, avec une immigration croissante, les bénéfices économiques et socioculturels peuvent disparaître et les chances d'une intégration réussie diminuer.

Plus une communauté particulière d'immigrants est nombreuse et plus la différence culturelle avec le pays d'accueil est importante, plus fortes deviennent les incitations à rester «*en famille*» et à maintenir les mœurs, les coutumes et le modèle social du pays d'origine. La confiance et le respect mutuel entre immigrants et autochtones faiblissent. Le conflit social se développe non seulement entre eux, mais divise également les indigènes. Parmi ces derniers, une partie se montre moins disposée à partager les

prestations de l'Etat social et les coûts croissants de l'intégration des immigrés et voit son propre modèle social compromis.

Pourtant ces difficultés ne changent rien aux facteurs structurels qui incitent à l'exil vers les pays riches. De plus, une importante communauté d'immigrants du même pays rend cette destination encore plus attractive. Il n'existe donc pas un point d'équilibre à partir duquel l'immigration s'arrête lorsque les conditions de l'intégration et la cohésion sociale se dégradent. C'est pourquoi Collier estime justifiée la politique des pays classiques d'immigration: les Etats-Unis, l'Australie ou le

Canada, tous limitent depuis longtemps l'immigration par le droit et par des quotas.

Pour une politique de la migration équilibrée

Défendant le droit de chaque Etat à limiter l'immigration, Collier plaide pour une politique de migration qui considère les intérêts des trois parties impliquées: les pays d'émigration et d'accueil ainsi que les migrants.

D'un point de vue éthique, il n'est pas facile de définir les critères de sélection des migrants (compétences professionnelles, capacité d'intégration sociale). Par ailleurs le droit des réfugiés

pose des problèmes particuliers (voir l'article suivant). Enfin l'immigration clandestine est présente dans la plupart des pays industriels.

Y a-t-il des critères satisfaisants du point de vue de l'équité pour une légalisation partielle, ou le tirage au sort est-il plus juste? Les analyses et propositions de Collier, basées sur l'expérience de nombreux pays, restent plutôt abstraites. Mais elles nous confrontent aux questions fondamentales de toute politique de migration: celles des inégalités économiques et des chances d'amélioration de son existence. Ces inégalités se réduisent pour les migrants, mais rarement entre les pays pauvres et riches.

Credit Suisse au Mozambique: une nouvelle pièce au dossier

Comment la grande banque fait des affaires sur le dos d'un des pays les plus pauvres de la planète

Jean-Daniel Delley - 26 septembre 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32167>

En décembre 2016, Domaine Public a publié la lettre ouverte adressée par le forum *Contrepoint* à la direction de Credit Suisse au sujet d'un scandale financier au Mozambique dans lequel la banque suisse aurait été impliquée ([DP 2145](#)).

Les nombreuses questions de *Contrepoint* sont restées sans réponse. En mai 2017, nous avons relayé l'intervention du représentant d'Actares sur le même sujet lors de l'assemblée générale de Credit Suisse ([DP](#)

[2164](#)).

Là également la direction de la banque a éludé les questions posées. Sous la pression internationale, le Mozambique a toutefois dû accepter l'enquête d'une société privée d'audit, [Kroll](#), payée par le gouvernement suédois. Bien qu'encore très incomplet, le [rapport](#) de Kroll jette une lumière crue sur le rôle de Credit Suisse et son modèle d'affaire.

Pour rappel: Credit Suisse

(Londres) et la banque russe VTB (Londres) accordent en 2013 un crédit de 2,07 milliards de dollars au Mozambique, l'un des pays les plus pauvres de la planète. Le crédit est accordé par tranches à trois sociétés mozambicaines nouvellement créées, derrière lesquelles se cachent les services secrets et le ministère de la défense.

Officiellement, ce crédit doit permettre la constitution d'une flotte de pêche au thon et d'une flotte rapide chargée de la